



Bruxelles, le 10 février 2016
(OR. en)

5901/16

COPEN 35
EUROJUST 11
EJN 7

NOTE

Origine:	M. Ivo Thiemrodt, Représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne
en date du:	3 février 2016
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2008/947/JAI du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution - Notification et mise en œuvre par l'Allemagne

Madame,

Veillez trouver ci-joint le texte¹ des dispositions transposant dans le droit national les obligations découlant de la décision-cadre 2008/947/JAI du 27 novembre 2008 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux jugements et aux décisions de probation aux fins de la surveillance des mesures de probation et des peines de substitution. La loi d'exécution a modifié certaines dispositions de la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (*Gesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen*). Les modifications sont entrées en vigueur le 25 juillet 2015.

Vous trouverez ci-après le texte des déclarations de la République fédérale d'Allemagne concernant cette décision-cadre.

¹ Note du Secrétariat: ce texte n'est pas joint au présent document.

En ce qui concerne l'article 3, paragraphe 1:

Les autorités compétentes sont les ministères publics des juridictions régionales pour ce qui concerne à la fois l'autorisation de la surveillance des mesures de probation ou des peines de substitution étrangères par la République fédérale d'Allemagne et de la surveillance des mesures de probation allemandes par un autre État membre. Les juridictions locales sont compétentes pour la surveillance des mesures de probation allemandes par un autre État membre si le juge pour enfants est l'agent chargé de l'exécution conformément aux articles 82 et 110 de la loi sur les tribunaux pour enfants (*Jugendgerichtsgesetz, JGG*).

Les juridictions régionales sont compétentes pour la surveillance des mesures de probation ou des peines de substitution étrangères en République fédérale d'Allemagne et des mesures ultérieures qu'il convient de prendre en vertu de l'article 14, paragraphe 1, de la décision-cadre.

En ce qui concerne l'article 4, paragraphe 2:

Outre les mesures de probation et les peines de substitution visées à l'article 4, paragraphe 1, de la décision-cadre, la République fédérale d'Allemagne est disposée à surveiller certaines autres mesures contraignantes qui réparent de façon satisfaisante les fautes commises. Il en va de même des injonctions qui visent à empêcher que la personne condamnée n'adopte certains modes de vie spécifiques.

En ce qui concerne l'article 5, paragraphe 4:

L'article 5, paragraphe 3, de la décision-cadre prévoit que l'autorité compétente de la République fédérale d'Allemagne peut consentir à la transmission d'un jugement en vertu de l'article 5, paragraphe 2, de la décision-cadre si la personne condamnée est un ressortissant de la République fédérale d'Allemagne.

En ce qui concerne l'article 10, paragraphe 4:

L'article 10, paragraphe 1, de la décision-cadre ne s'applique pas à la surveillance des mesures de probation ou des peines de substitution étrangères par la République fédérale d'Allemagne.

En ce qui concerne l'article 14, paragraphe 3:

La République fédérale d'Allemagne refuse d'assumer la responsabilité des décisions ultérieures prévues à l'article 14, paragraphe 1, points b) et c), de la décision-cadre dans les cas mentionnés à l'article 14, paragraphe 3, points a), b) et c), de la décision-cadre. Il en va de même dans les cas où une peine d'emprisonnement prononcée à l'encontre de la personne condamnée, dont l'exécution ou l'exécution ultérieure a été suspendue ou qui a été fixée à l'avance dans l'hypothèse d'un non-respect des peines de substitution, ne peut pas être transformée pour prendre la forme de la peine qui lui correspond le mieux en vertu de la législation allemande, et dans les cas où le jugement étranger ne peut être exécuté qu'en partie, par exemple parce que seules certaines des infractions qui ont conduit au jugement sont passibles de sanctions en République fédérale d'Allemagne, et qu'il n'est pas possible de parvenir à un accord avec l'autre État membre sur une exécution partielle.

Il a déjà été procédé à la notification électronique des actes d'exécution dans la base de données MNE (mesures nationales d'exécution).

(formule de politesse)

(s.) Ivo Thiemrodt
